



## Bulgarie : des choix cruciaux pour l'avenir du pays

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018 – six mois plus tôt qu'initialement prévu, en raison de l'avancement de calendrier engendré par le Brexit – la république des Balkans va prendre la présidence du Conseil de l'Union européenne, qu'elle a rejoint en 2007 avec la Roumanie. Fortement soutenu par l'Allemagne et la France, le pays veut saisir cette échéance pour agir tant au niveau européen que national : le gouvernement entreprend plusieurs réformes qui devront contribuer à restaurer la confiance d'une population envers son Administration et ses institutions.

Dix ans après son adhésion, la Bulgarie reste le pays le plus pauvre de l'Union (PIB par habitant le plus bas<sup>1</sup> et les salaires y sont très largement en dessous de la moyenne européenne<sup>2</sup>). Pourtant, les indicateurs de son économie en constante progression (taux de croissance de 3,6 % en 2017 associé à un taux d'imposition sur les sociétés le plus attractif d'Europe jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier dernier<sup>3</sup>) et de ses finances publiques saines (léger excédent budgétaire et 3<sup>e</sup> plus faible dette souveraine<sup>4</sup>) peuvent le présenter comme l'un de ses élèves modèles.

Ce contraste est le reflet du décalage qui s'est installé au fil des années – depuis le passage à l'économie de marché en 1990 – entre la classe politique et les citoyens. L'année 2013 restera le symbole de cette perte totale de confiance : en quelques mois, les gouvernements des deux principales forces qui s'opposent ont été successivement contraints de démissionner. Sofia a connu quarante jours de manifestations consécutives qui se sont terminées par un siège du Parlement. Viviane Reding, commissaire européenne à la Justice, est alors intervenue<sup>5</sup> pour tenter de renouer un dialogue qui semblait être définitivement rompu.

### Mettre un terme à des pratiques profondément ancrées

Les deux États séparés par le Danube ont, en intégrant l'Union, été soumis à un « mécanisme de coopération et de vérification » (MCV), délégué à la Commission européenne et chargé de « contrôler les progrès réalisés en matière de réformes judiciaires et de lutte contre la corruption ». Son dernier rapport<sup>6</sup>, publié en janvier 2017, précise sur la Bulgarie : « Au cours des dix dernières années, la progression globale n'a pas été aussi rapide qu'espéré et un certain nombre de défis doivent encore être relevés. Le nouveau gouvernement devra faire avancer les réformes pour garantir l'irréversibilité des résultats ».

Même si des avancées ont été constatées par les évaluateurs (ratification de la Convention de l'ONU contre la corruption le 20 septembre 2006), elles restent fragmentées et le pays n'avait pas mis en place de dispositif global (cadre législatif instituant une autorité indépendante dotée de réels pouvoirs) pour lutter efficacement contre ce fléau. De nombreuses affaires, touchant l'ensemble de la classe politique, mais aussi les différentes administrations, ont continué à dégrader la confiance de la société civile, qui dénonce une culture de la « kleptocratie »<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> En 2016, 62<sup>e</sup> mondial au classement du FMI (20 327 \$) et 58<sup>e</sup> à celui de la Banque mondiale (19 199 \$).

<sup>2</sup> Selon le [dernier rapport](#) publié par Eurostat, 40 % des Bulgares vivent dans la précarité (chiffre en léger recul).

<sup>3</sup> Il est de 10 % (c'est un taux unique : identique pour la TVA et l'imposition des particuliers et des sociétés). Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Hongrie a baissé son taux à 9 %.

<sup>4</sup> 25,4 % du PIB, derrière l'Estonie (9 %) et le Luxembourg (20 %).

<sup>5</sup> <https://bg.ambafrance.org/Mercredi-24-juillet-2013>

<sup>6</sup> [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-17-129\\_fr.htm?locale=FR](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-129_fr.htm?locale=FR)

<sup>7</sup> <https://www.atlasnetwork.org/news/article/overdue-revolt-on-the-protests-in-bulgaria/fr>

À quelques mois de la Présidence européenne, la pression s'est accentuée sur le gouvernement de Boïko Borissov. Le vote d'une loi anticorruption « conforme aux standards internationaux » a été inscrit à la session parlementaire d'automne et le texte a été adopté par les députés le 25 octobre<sup>8</sup>. Il privilégie une approche de prévention. Une nouvelle « Commission de lutte contre la corruption et de confiscation des avoirs illicitement acquis » remplacera les structures existantes. Elle vérifiera les déclarations de conflits d'intérêts et d'éligibilité des hauts fonctionnaires. Elle effectuera des contrôles à la suite des alertes des citoyens et saisira les instances judiciaires.

## Engager une profonde réforme de l'Administration

Le programme de gouvernance 2017-2021, présenté le 14 août dernier, porte sur trois grandes priorités<sup>9</sup> : l'économie, l'énergie et le tourisme (qui constitue 15 % du PIB). Nommé à la tête du Conseil pour la Réforme administrative (qui pilote désormais toutes les structures liées à la modernisation de l'État), Tomislav Donchev, vice-Premier ministre, a immédiatement annoncé des premières mesures visant à « considérablement alléger la bureaucratie et faciliter les démarches des entreprises ».

Toujours très centralisée, l'Administration bulgare est régulièrement critiquée pour la qualité inégale des services qu'elle délivre, voire pour son manque d'efficacité. Menda Stoyanova, présidente de la commission du Budget à l'Assemblée, affirmait récemment qu'il y avait « 30 % de fonctionnaires en trop<sup>10</sup> ». Plusieurs réformes de grande ampleur vont, à terme, modifier le fonctionnement de tout le secteur public :

- les administrations territoriales présentes dans les 28 *oblasti* (préfectures) vont être regroupées en six districts administratifs<sup>11</sup>, calqués géographiquement sur les *rajoni za planirane* (régions de planification), créées en 2000 mais à vocation statistique pour permettre au pays de se conformer à la norme régionale européenne ;
- les ministères et agences qui leur sont rattachés vont, d'ici à 2020, mettre en commun tous leurs services support dans un vaste programme de mutualisation<sup>12</sup> qui concernera les systèmes de gestion documentaire et d'information, la comptabilité et le contrôle de gestion ainsi que les ressources humaines. Pour ce faire, le gouvernement a signé un partenariat avec la Banque mondiale qui fournira des prestations d'analyse, de conseil et d'évaluation ;
- la nouvelle Agence nationale pour la stratégie numérique (SeGA) a pour mission de coordonner un plan d'interconnexion des systèmes informatiques<sup>13</sup>, afin d'améliorer les fonctionnalités et les performances du portail de services [egov.bg](http://egov.bg). Elle doit assister les administrations dans la mise en œuvre de la dématérialisation des échanges entre les services, qui doit être complète à la fin 2018<sup>14</sup>.

Pour sa première présidence de l'Union, Sofia veut également jouer un rôle majeur : « consensus, compétitivité et cohésion » tel est le message que le pays a tenu à faire passer avant de dévoiler son programme détaillé le 1<sup>er</sup> décembre prochain. Svetoslav Malinov, député européen, assure que la Bulgarie sera en mesure, sur de nombreux dossiers, d'assurer l'indispensable médiation entre les États membres.

## Vers de premiers résultats encourageants

Lors de la constitution du nouveau gouvernement, en mai dernier, le niveau de confiance avait atteint un de ses niveaux les plus bas (32 %). Quelques jours avant l'annonce du programme, un sondage montrait le premier regain notable pour l'action publique (+ 7 points)<sup>15</sup> depuis le gouvernement de l'ancien roi, puis Premier ministre, Siméon de Saxe-Cobourg Gotha, au début des années 2000. Tous les instituts semblent s'accorder sur le fait qu'il y a une réelle tendance à la hausse sur le long terme.

Un autre indicateur inquiète cependant les autorités : des années d'une émigration massive associée à une situation démographique préoccupante (la Bulgarie a le taux le plus bas au monde de renouvellement naturel<sup>16</sup>) entraînent un vieillissement accéléré de sa population. L'État veut renforcer son dispositif d'aide au retour et assiste déjà activement la communauté de diplômés qui veut quitter le Royaume-Uni<sup>17</sup>.

Jean-François Adrian

<sup>8</sup> <http://www.bta.bg/en/c/DF/id/1677851>

<sup>9</sup> <http://bnr.bg/en/post/100862793>

<sup>10</sup> <http://living-europe.blogspot.fr/2010/03/bulgarian-press-review-march-16-2010.html>

<sup>11</sup> <http://www.novinite.com/articles/126309/Bulgaria+Mulls+Reducing+Districts+from+28+to+6+over+EU+Funds>

<sup>12</sup> <http://sofiaglobe.com/2017/09/26/bulgarian-government-plans-staff-cuts-through-merging-public-service-departments/>

<sup>13</sup> <https://e-gov.bg/en/news/32>

<sup>14</sup> <https://www.e-gov.bg/en/media/7>

<sup>15</sup> <http://www.novinite.com/articles/182365/Public+Trust+in+Bulgarian+Government+Up+by+7+for+First+100+Days>

<sup>16</sup> Taux de natalité de 9/1000 et taux de mortalité de 15/1000.

<sup>17</sup> <http://www.novinite.com/articles/182935/After+the+Brexit+Decision+Bulgarians+are+Looking+for+Career+Development+in+their+Homeland>